



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE
DE POLITIQUE
MONETAIRE**

Quatrième Trimestre 2022

Février 2023

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Prix des matières premières et inflation.....	6
1.3. Politique monétaire dans les pays développés	8
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA.....	8
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	10
2.1. Production et prix.....	10
2.2. Secteur extérieur	13
2.2.1. Commerce extérieur	13
2.2.2. Balance des paiements.....	15
2.3. Finances et dette publiques	16
2.4. Secteur monétaire	18
2.4.1. Politique monétaire	18
2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêts	19
2.4.3. Base monétaire	22
2.4.4. Masse monétaire et contreparties.....	23
2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	25
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	26
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	26
2.5.2. Stabilité Financière.....	27
CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....	31
ANNEXES	32

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
INSBU	: Institut National des Statistiques du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Par rapport au trimestre précédent, l'activité économique a décéléré au quatrième trimestre 2022 dans certains pays de l'OCDE, notamment, aux Etats-Unis d'Amérique (0,7 contre 0,8%), dans la Zone euro (0,1 contre 0,3%), suite principalement à la baisse de la demande intérieure liée à la hausse de l'inflation.

L'inflation s'est accélérée dans les principaux pays avancés et dans les pays émergents et en développement, suite aux tensions sur les marchés internationaux des matières premières.

Selon les perspectives économiques mondiales du FMI janvier 2023, la croissance mondiale pourrait s'établir à 3,4% en 2022 et à 2,9% en 2023. Ce recul de l'activité économique mondiale serait lié aux conséquences de la guerre russo-ukrainienne qui continuent de peser sur l'activité économique et à la résurgence de la COVID-19 en Chine.

Les perspectives économiques régionales du FMI d'octobre 2022 montrent que la croissance économique des pays de la CEA devrait décélérer en 2022 (4,9 contre 6,7% en 2021), à la suite du ralentissement économique international et de la rupture des chaînes d'approvisionnement ayant causé la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques. Néanmoins, cette croissance resterait robuste par rapport à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,6%).

Au niveau national, la production du thé sec a diminué de 15,1% par rapport à la même période de l'année précédente, suite à la mauvaise pluviosité. En revanche, la production du café vert a fortement augmenté de 33,1%, en liaison avec la cyclicité du caféier.

L'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 18,7% au quatrième trimestre 2022, suite à l'augmentation de la production des industries alimentaires (+21,7%), en particulier, la production de sucre (+225,6%) et de cigarettes (+38,5%), la production de boissons de la BRARUDI ayant baissé de 4,2%.

Au niveau des prix à la production agricole, l'indice des prix à la production a augmenté de 23,3% au mois de décembre 2022, contre 15,2% à la même période de 2021. Cette augmentation des prix a, principalement, concerné les produits tels que les céréales (76,3%), les tubercules et les racines (19,9%), sur les légumineuses (54,9%) et sur la banane (26,4%).

S'agissant de l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation, elle s'est établie à 25,2% en moyenne trimestrielle au quatrième trimestre 2022 contre 9,5% au trimestre correspondant de 2021 et à 19,8% au troisième trimestre 2022. Cette hausse de l'inflation a porté sur les prix des produits alimentaires (36,4 contre 9,8%) et non alimentaires (12,8 contre 9,2% au même trimestre de 2021).

En moyenne annuelle, l'inflation s'est établie à 18,9% en 2022 contre 8,3% en 2021, en rapport avec la hausse des prix des produits alimentaires (24,7 contre 10,5%) et non alimentaires (12,8 contre 9,2%).

Les prévisions du cadrage macroéconomique montrent que l'activité économique pourrait reprendre en 2023 après le ralentissement en 2022 (3,0 contre 1,8%), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (1,5 contre -1,5%) et secondaire (4,8 contre 2,7%).

Au niveau du secteur extérieur, le déficit des transactions courantes s'est creusé davantage au quatrième trimestre 2022, s'établissant à 301.720,2 contre 137.995,5 MBIF au même trimestre de 2021, résultant principalement de la détérioration du déficit des biens, due à la forte hausse des importations, et de la détérioration du déficit des services.

Le déficit budgétaire (dons inclus) a diminué par rapport à celui du même trimestre de 2021, s'établissant à 2.663,1 contre 10.067,7 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes publiques (23,5%) que celle des dépenses (21,0%).

La dette publique totale s'est accrue de 22,6% à fin décembre 2022, atteignant 5.338,8 contre 4.353,3 Mds de BIF. La dette intérieure représente 75% du total de l'encours de la dette totale à fin décembre 2022. Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 57,9 à fin décembre 2022 contre 56,7% à la même période de l'année précédente, et reste au de-là de la limite maximale du critère de convergence macroéconomiques de la CEA (50% du PIB).

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 44,5% au quatrième trimestre 2022, en rapport avec la hausse des avoirs intérieurs nets. Quant à la masse monétaire, elle s'est accrue de 32,8% en glissement annuel, sous l'effet de l'augmentation des créances nettes sur l'Etat (31,3%) et sur l'économie (41,0%), les avoirs extérieurs nets ayant baissé de 74,2%.

Les réserves officielles ont diminué de 33,9% à fin décembre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 176,2 contre 266,6 MUSD à fin décembre 2021. En termes de mois d'importation de biens et services, ces réserves couvraient 1,8 mois à fin décembre 2022, en dessous de la norme de 4,5 mois d'importations de biens et services fixée dans les critères de convergence des pays de l'EAC.

Le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 30,7% à fin décembre 2022, en rapport avec la hausse des crédits à l'économie de 42,8%, au niveau de l'actif et par l'accroissement des dépôts de la clientèle de 37,5%, au niveau du passif. Néanmoins, les ratios de solvabilité et ceux de rentabilité ont reculé.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Par rapport au trimestre précédent, l'activité économique a décéléré au quatrième trimestre 2022 dans certains pays de l'OCDE, notamment, aux Etats-Unis d'Amérique (0,7 contre 0,8%), dans la Zone euro (0,1 contre 0,3%). De même, la croissance a ralenti dans les principaux pays émergents comme la Chine (0,0 contre 3,9%), suite à la résurgence de la pandémie de covid-19 dans ce pays qui est parmi les locomotives de l'économie mondiale.

Tableau 1 : Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

Pays	Glissement trimestrielle			Glissement annuelle		
	T4-2021	T3-2022	T4-2022	T4-2021	T3-2022	T4-2022
Etats-Unis	1,7	0,8	0,7	5,5	1,8	1,0
Japon	1,1	-0,3	0,2	0,9	1,5	0,6
Allemagne	0,0	0,5	-0,2	1,2	1,4	1,1
France	0,6	0,2	0,1	5,1	1,0	0,5
Royaume uni	1,5	-0,2	0,0	8,9	1,9	0,4
Zone euro	0,5	0,3	0,1	4,8	2,3	1,9
OCDE - Total	1,2	0,4	--	4,9	3,3	--
Chine	1,3	3,9	0,0	4,3	3,9	2,9
Inde	5,0	0,8	--	4,7	5,7	--
Afrique du Sud	1,4	1,6	--	1,8	4,0	--

Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, février 2022

En glissement annuel, la croissance économique a également décéléré au quatrième trimestre 2022 dans la majorité des pays avancés de l'OCDE, notamment aux Etats-Unis (1,0 contre 5,5%), dans la Zone euro (1,9 contre 4,8%) et au Japon (0,6 contre 0,9%). De même, l'activité économique a décéléré en Chine (2,9 contre 4,3%).

Selon les perspectives économiques mondiales du FMI de janvier 2023, la croissance mondiale devrait ralentir à 3,4% en 2022 et à 2,9% en 2023. Ce recul de l'activité économique mondiale serait lié aux conséquences de la guerre russo-ukrainienne qui continuent de peser sur l'activité économique et à la résurgence de la COVID-19 en Chine.

Tableau 2 : Croissance économique mondiale (en %)

	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)
1. PIB mondial	2,5	-3,1	6,2	3,4	2,9
Pays avancés	1,6	-4,5	5,4	2,7	1,2
États-Unis	2,6	-3,4	5,9	2,0	1,4
Zone euro	1,3	-6,4	5,3	3,5	0,7
Japon	0,0	-4,5	2,1	1,4	1,8
Pays émergents et pays en développement	3,8	-2,0	6,7	3,9	4,0
Chine	6,0	2,2	8,4	3,0	5,2
Inde	4,0	-6,6	8,7	6,8	6,1
Afrique subsaharienne	3,2	-1,7	4,7	3,8	3,8
Nigeria	2,2	-1,8	3,6	3,0	3,2
Afrique du Sud	0,2	-6,4	4,9	2,6	1,2
2. Volume du commerce mondial	0,9	-7,9	10,4	5,4	2,4
(p): projections					
(e): Estimate					

Source: *Fonds Monétaire International, Perspectives Economiques Mondiales, janvier 2023*

Pour l'ensemble des pays avancés, la croissance économique devrait ralentir à 2,7% en 2022 contre 5,4% en 2021. Ce ralentissement pourrait s'accroître aux Etats-Unis (2,0 contre 5,9%), dans la Zone euro (3,5 contre 5,3%) et au Japon (1,4 contre 2,1%).

Dans les pays émergents et en développement, il est attendu une croissance du PIB de 3,9 contre 6,7% l'année précédente, en rapport notamment avec le ralentissement de l'activité économique en Chine (3,0 contre 8,4%), en Inde (6,8 contre 8,7%) et en Afrique subsaharienne (3,8 contre 4,7%).

La croissance du volume du commerce mondial pourrait décélérer en 2022 (5,4 contre 10,4% en 2021), en raison principalement des ruptures des chaînes d'approvisionnement pour les entreprises et de la baisse de la demande globale suite à la hausse de l'inflation dans la plupart des pays.

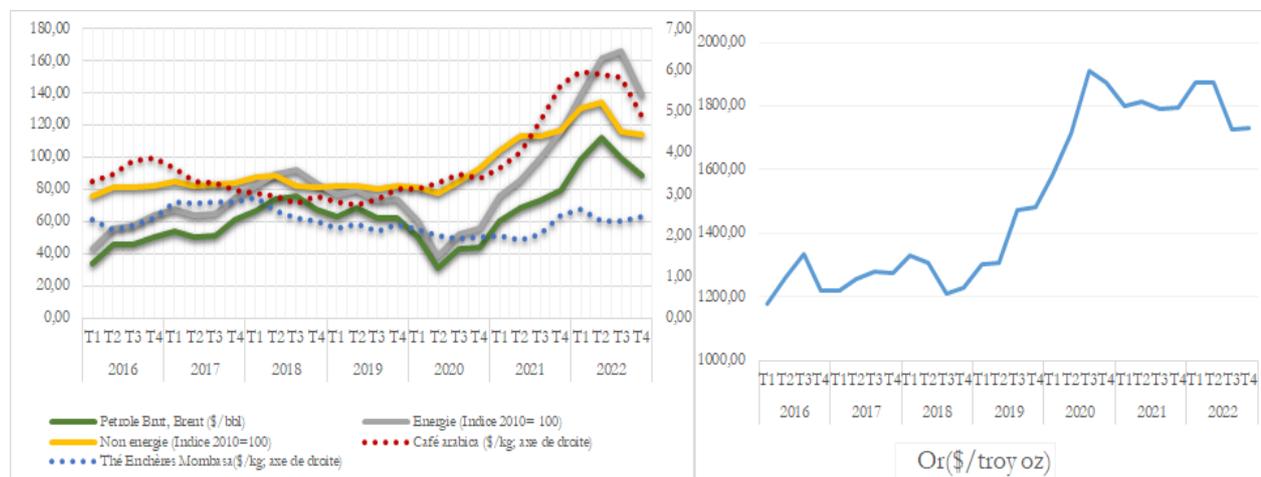
1.2. Prix des matières premières et inflation

Au cours de quatrième trimestre 2022, la plupart des prix des matières premières ont diminué, suite à la baisse de la demande liée à la persistance de l'inflation.

L'indice des prix des produits énergétiques (Indice 2010=100) a diminué, d'un trimestre à l'autre, passant de 165,70 à 138,80 et celui des produits non énergétiques est passé de 116,10 à 114,30. Le cours du pétrole brut (Brent) a également diminué, passant de 99,20 à 88,40 USD/baril). Le cours du café arabica a reculé (4,88 contre 5,82 USD/Kg) tandis que celui du thé aux enchères de Mombasa a légèrement augmenté (2,44 contre 2,36 USD/Kg). Par rapport au trimestre précédent, le cours de l'or

a légèrement augmenté au cours du quatrième trimestre 2022, se fixant à 1.729,02 contre 1.726,03 USD/troy oz¹.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source : Banque Mondiale, Prix des matières premières, janvier 2023

Par rapport au même trimestre de l'année précédente, l'inflation s'est accélérée au quatrième trimestre 2022 dans les principaux pays avancés et dans les pays émergents et en développement, suite aux tensions sur les marchés internationaux des matières premières.

Par rapport au même trimestre de l'année précédente, l'inflation s'est accélérée aux Etats-Unis d'Amérique, s'établissant à 7,1% au quatrième trimestre 2022 contre 6,7%. De même, elle s'est accrue dans la Zone euro (10,0 contre 4,7%).

Dans les pays émergents et en développement, l'inflation a progressé, notamment, en Inde (5,7 contre 5,0%), en Afrique du Sud (7,7 contre 5,4%) et en Turquie (78,0 contre 25,8%). Toutefois, elle s'est stabilisée en Chine à 1,8% comme au même trimestre de l'année précédente.

¹ Un troy oz équivaut à 31,1034768 grammes d'or.

Tableau 3 : Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	En glissement annuel		
	T4-2021	T3-2022	T4-2022
États-Unis	6,7	8,3	7,1
Japon	0,5	2,9	3,8
Allemagne	5,0	8,5	9,7
France	2,7	5,8	6,1
Royaume-Uni	4,4	8,7	9,4
Zone euro	4,7	9,3	10,0
OCDE - Total	5,9	10,3	10,2
Chine	1,8	2,7	1,8
Inde	5,0	6,1	5,7
Russie	8,3	..	
Turquie/Türkiye	25,8	81,1	78,0
Brésil	10,5	8,7	6,1
Afrique du Sud	5,4	7,9	7,7

Source : OCDE, *principaux indicateurs économiques, janvier 2023*

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Dans un contexte marqué par une accélération de la hausse du niveau général des prix, les banques centrales des pays développés ont poursuivi, au cours du quatrième trimestre 2022, le resserrement de la politique monétaire pour juguler l'inflation.

Aux États-Unis, dans le souci de ramener l'inflation à son objectif de 2%, la FED a décidé d'augmenter la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 4, 25 et à 4,50%. En outre, elle a accéléré son programme de réduction des achats de titres.

Dans la Zone euro, dans le but de juguler l'inflation toujours croissante, la BCE a décidé de relever de 50 point de base ses trois taux directeurs et elle projette d'augmenter ces taux davantage à un rythme régulier. Les taux des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal, et de la facilité de dépôts ont augmenté à 2,50% ; 2,75% et 2,00%, respectivement.

Toutefois, au Japon, la Banque Centrale a maintenu son taux négatif (-0,10%) sur la facilité de dépôts des banques. En outre, suite à la volatilité des marchés financiers et des capitaux étrangers qui a eu un impact négatif sur les conditions financières telles que les conditions d'émission des obligations des entreprises, la BoJ a acheté les obligations gouvernementales de 10 ans à un taux de 0,5%.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

Les perspectives économiques régionales du FMI d'octobre 2022 montrent que la croissance économique des pays de la CEA devrait décélérer en 2022 (4,9 contre 6,7% en 2021), à la suite du ralentissement économique international et de la rupture des chaînes d'approvisionnement ayant causé

la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques. Néanmoins, cette croissance resterait robuste par rapport à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,6%).

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

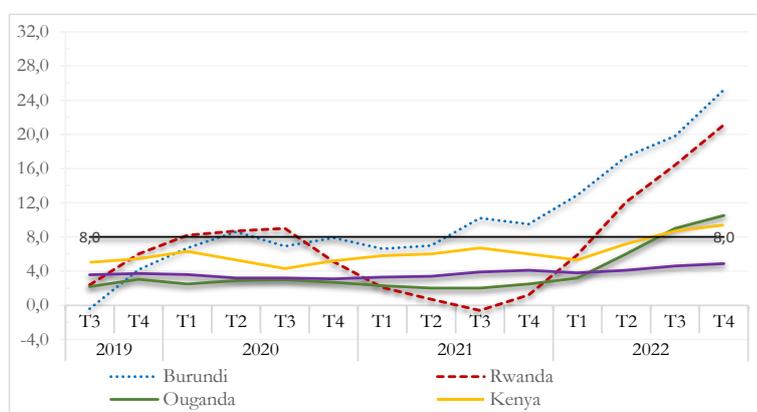
	2019	2020	2021(E)	2022(P)
Burundi*	4,5	0,3	3,1	1,8
Kenya	5,1	-0,3	7,5	5,3
Ouganda	7,8	-1,4	6,7	4,4
Rwanda	9,5	-3,4	10,9	6,0
Tanzanie	7,0	4,8	4,9	4,5
CEA	6,4	0,9	6,7	4,9
AfSS	3,2	-1,6	4,7	3,6

Source : FMI, *Perspectives économiques régionales*, octobre 2022

* Pour le Burundi, les données sont tirées du cadrage macroéconomique de janvier 2023

L'inflation dans les pays de la CEA s'est accélérée au quatrième trimestre 2022, et a dépassé le critère de convergence macroéconomique (8,0%), sauf en Tanzanie où elle est encore en dessous de ce critère. Par rapport au trimestre précédent, le taux d'inflation s'est établi à 25,2 contre 19,8% au Burundi, à 21,1 contre 16,4% au Rwanda, à 10,5 contre 9,0% en Ouganda, à 9,4 contre 8,7% au Kenya et à 4,9 contre 4,6% en Tanzanie.

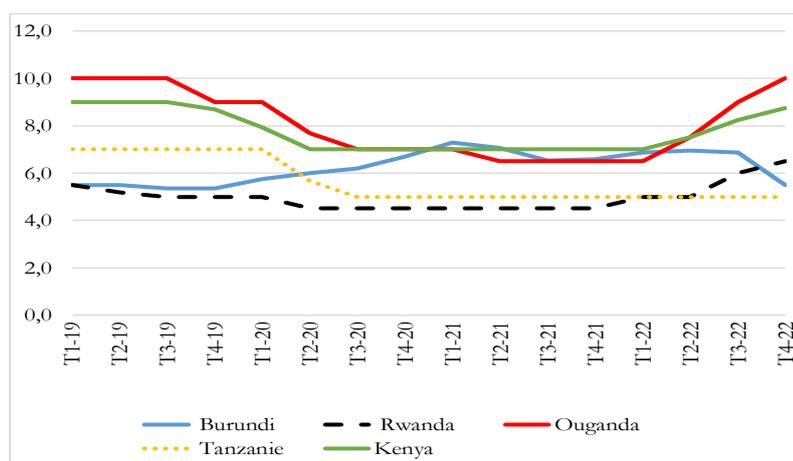
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Au cours du quatrième trimestre 2022, certaines banques centrales de la CEA ont relevé leur taux directeur dans le but de juguler la hausse de l'inflation. Ces taux sont passés de 6,0 à 6,5% pour le Rwanda ; de 9,0 à 10,0% pour l'Ouganda et de 8,25 à 8,75% pour le Kenya. Par contre, le taux est demeuré inchangé en Tanzanie (5,0%) pendant qu'au Burundi, le taux de facilité de prêt marginal a diminué, passant de 6,88 à 5,5% d'un trimestre à l'autre.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

En glissement annuel, dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change, les monnaies des pays de CEA se sont dépréciées mais ont fluctué dans la limite du critère de convergence du seuil convenu de ($\pm 5,0\%$) à l'exception du shilling Ougandais (6,05%) et Kenyan (9,68%) qui ont dépassé ce seuil.

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
déc-21	2 295,30	1 009,61	3 544,40	112,39	2 006,10
sept-22	2 307,90	1 041,92	3 853,96	120,73	2 048,70
déc-22	2 297,80	1 070,71	3 715,69	123,27	2 063,45
Variation dec-22/dec-21 (%)	0,11	6,05	4,83	9,68	2,86
Variation dec-22/sept-22(%)	-0,44	2,76	-3,59	2,10	0,72

Source : Sites web des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au quatrième trimestre 2022, la production du thé sec a diminué de 15,1% par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 2.790,5 à 2.369,6 tonnes, suite à la mauvaise pluviosité. En revanche, la production du café vert a fortement augmenté de 49,5% au cours du quatrième trimestre, s'établissant à 5.810,7 contre 3.886,8 tonnes à la même période de 2021, en liaison avec la cyclicité du caféier.

En glissement annuel, l'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 18,7% au quatrième trimestre de 2022, suite à l'augmentation de la production des industries alimentaires (+21,7%), en particulier, la production de sucre (+225,6%) et de cigarettes (+38,5%), la production de boissons de la BRARUDI ayant baissé (-4,2%). Par rapport au trimestre précédent, cet indice a, par contre, fléchi de 6,6%, revenant de 202,6 à 189,2, principalement en rapport avec la baisse de la production des boissons de la BRARUDI (-7,1%), de sucre (-6,2%) et de cigarettes (-5,1%).

La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue, atteignant 72.603 Mégawatts au quatrième trimestre de 2022, en hausse de 13,9%, en glissement annuel, en liaison particulièrement avec l'accroissement de la production des centrales hydroélectriques et solaires. Par rapport au trimestre précédent, elle a légèrement baissé de 0,5%.

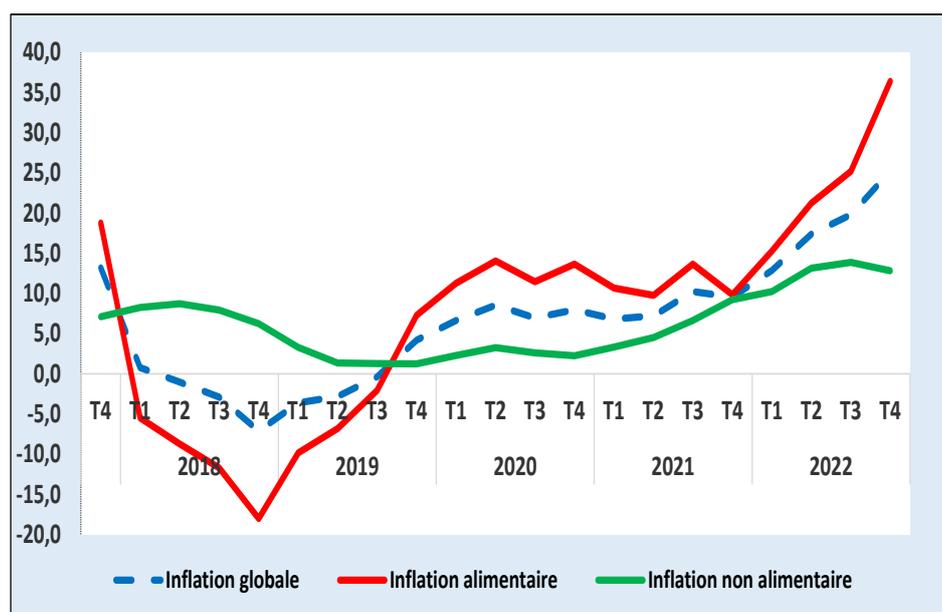
Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura a diminué de 1,2%, en glissement annuel, suite particulièrement au fléchissement des importations de clinker et de sucre. Par contre, par rapport au trimestre précédent, ce volume s'est accru de 16,3%, en rapport avec l'augmentation des importations de ciment.

Après la levée des restrictions sur les voyages à la suite de la maîtrise de la pandémie de covid-19, les passagers transitant à l'Aéroport International Melchior NDADAYE ont plus que quadruplé en glissement annuel, passant de 51.546 à 219.663 passagers et plus que triplé d'un trimestre à l'autre. En conséquence, le trafic des aéronefs a triplé en glissement annuel et d'un trimestre à l'autre.

Les prix des produits agricoles ont augmenté de 23,3% au mois de décembre 2022, alors qu'ils avaient augmenté de 15,2% à la même période de 2021. Cette augmentation des prix a, principalement, concerné les céréales (76,3%), les tubercules et les racines (19,9%), les légumineuses (54,9%) et la banane (26,4%).

S'agissant de l'inflation qui est mesurée par l'indice des prix à la consommation, elle s'est établie à 25,2% au quatrième trimestre 2022 contre 9,6% au trimestre correspondant de 2021 et de 19,8% au trimestre précédent. Cette hausse de l'inflation a concerné les prix des produits alimentaires (36,4 contre 9,8%) et non alimentaires (12,8 contre 9,3% au même trimestre de 2021).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

En moyenne annuelle, l'inflation s'est établie à 18,9% en 2022 contre 8,3% en 2021, en rapport avec la hausse des prix des produits alimentaires (24,7 contre 10,5%) et non alimentaires (12,8 contre 9,2%).

Les prévisions du cadrage macroéconomique montrent que l'activité économique pourrait reprendre en 2023 après le ralentissement en 2022 (3,0 contre 1,8%), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (1,5 contre -1,5%) et secondaire (4,8 contre 2,7%).

Tableau 6 : Croissance du PIB réel (en %)

	2019	2020	2021	2022 (prév)	2023 (Est.)
Croissance du PIB réel	4,5	0,3	3,1	1,8	3,0
Secteur primaire	2,8	0,4	4,7	-1,5	1,5
Secteur secondaire	1,1	11,3	2,1	2,7	4,8
Secteur tertiaire	7,2	-3,4	2,5	3,2	3,2

Source : Cadrage macroéconomique, janvier 2023

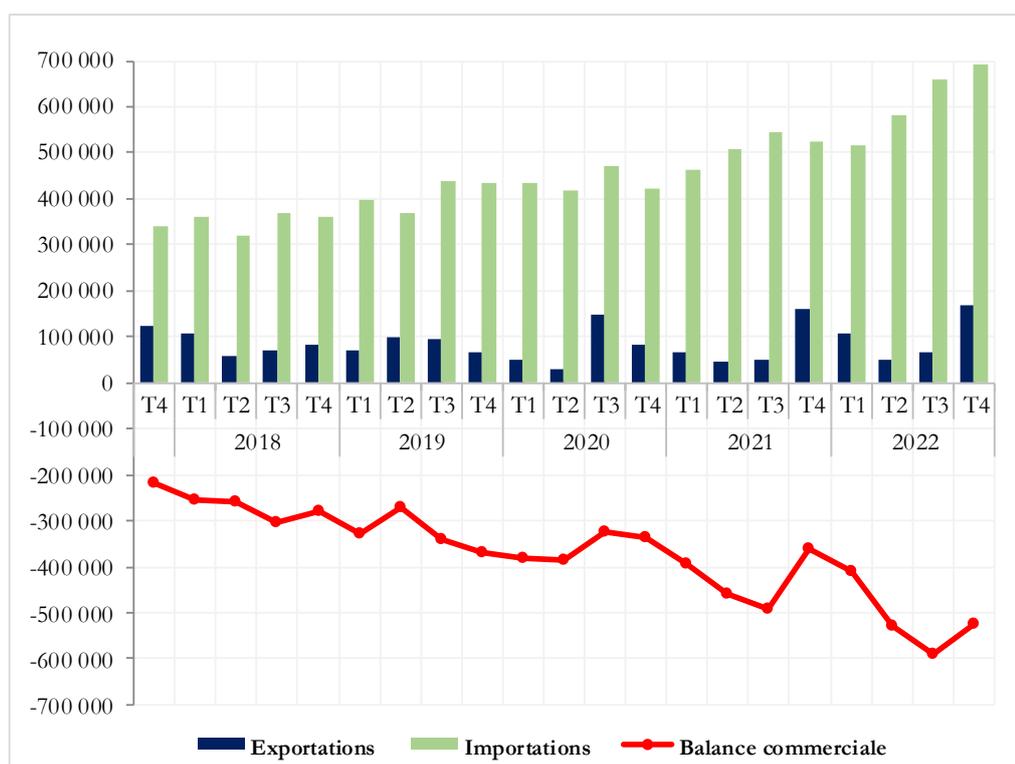
2.2. Secteur extérieur

Au cours du quatrième trimestre 2022, le déficit du compte courant s'est aggravé, en rapport avec la détérioration du déficit des biens et celui des services. Néanmoins, l'excédent des revenus secondaires et primaires s'est amélioré. De même, le solde excédentaire du compte de capital s'est accru.

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale continue de se creuser, et s'est établie à 524.228,8 MBIF au quatrième trimestre 2022, contre 361.660,5 MBIF au même trimestre de 2021, en rapport avec l'augmentation plus importante des importations CIF (693.509,1 contre 523.389,2 MBIF) que celle des exportations CIF (169.280,3 contre 161.728,6 MBIF). En conséquence, le taux de couverture commerciale s'est détérioré, s'établissant à 24,4% contre 30,9% au quatrième trimestre 2021.

Graphique 5 : Evolution de la balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

En glissement annuel, les exportations totales ont augmenté de 4,7% au quatrième trimestre 2022. Les exportations des produits primaires se sont légèrement accrues de 1,4% et celles des produits manufacturés de 19,8%. La hausse des exportations des produits primaires a porté sur le café (+164,3%). Toutefois, les exportations du thé (-39,1%), des minerais de Niobium (-100,0%) et de l'or

(-31,3%) ont fortement baissé. S'agissant des exportations des produits manufacturés, leur hausse a essentiellement porté sur les cigarettes (+62,9%), les bières (+44,2%) et la farine de blé (+215,6%).

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en MBIF)

	T4-2021	T3-2022	T4-2022
1. Produits primaires	133 159,6	36 104,7	135 047,7
dont: Café	26 374,6	19 642,8	69 709,9
Thé	11 623,7	14 973,8	7 073,1
Minéraux de Nobium	11 838,9	752,4	0,3
Or	80 170,5	0,0	55 112,6
2. Produits manufacturés	28 569,1	32 282,8	34 232,6
dont: Cigarettes	3 090,9	4 738,9	5 033,8
Bières	4 164,4	5 381,9	6 006,4
Farine de blé	2 284,4	5 665,2	7 209,6
EXPORTATIONS TOTALES	161 728,7	68 387,6	169 280,3

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Les importations ont progressé de 32,5% au quatrième trimestre 2022 par rapport à celles de la même période de 2021, s'établissant à 693.509,1 contre 523.389,2 MBIF. Cette progression a porté, en grande partie, sur les biens de production (+65,5%), et dans une moindre mesure sur ceux de consommation (+4,8%) et d'équipement (+2,3%).

Tableau 8 : Principaux produits importés (en MBIF)

	T4-2021	T3-2022	T4-2022
1. Biens de production	242 991,3	345 015,2	402 161,8
dont: Huiles minérales	95 898,3	152 548,4	191 690,7
Métallurgie	46 801,3	39 780,6	46 242,3
Alimentation	21 487,4	44 933,7	42 973,6
Construction	32 834,9	27 230,3	28 697,3
Agriculture et élevage	17 544,5	41 558,9	55 974,8
2. Biens d'équipement	103 159,8	103 635,2	105 583,9
dont: Pièces et outillages	8 515,7	12 401,1	13 704,0
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	27 176,8	28 538,3	22 751,5
Matériel électrique	24 814,5	18 862,9	18 635,1
3. Biens de consommation	177 238,1	210 997,7	185 763,4
dont: Alimentaires	40 231,4	56 017,6	51 715,3
Pharmaceutiques	38 519,6	26 297,6	32 703,6
Véhicules	21 726,7	21 516,8	21 168,1
Textiles	18 958,6	21 257,0	16 114,8
TOTAL	523 389,2	659 648,1	693 509,1

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

L'accroissement des importations de biens de production a, principalement, résulté de la hausse des importations des huiles minérales (+99,9%), des biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+219,0%), et de ceux destinés à l'alimentation (+100,0%). Par contre, les importations des biens de construction (-12,6%) et de la métallurgie (-1,2%) ont diminué.

L'augmentation des importations de biens d'équipement a principalement porté sur les pièces et outillage (+60,9%) alors que les importations des tracteurs, véhicules et engins/transport (-16,3%) et celles du matériel électrique (-24,9%) ont baissé.

La hausse des importations de biens de consommation, a concerné les biens alimentaires (+28,5%). En revanche, les biens pharmaceutiques (-15,1%), les textiles (-15,0%) et véhicules (-2,6%) ont diminué.

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du quatrième trimestre 2022 s'est soldée par un déficit du compte courant plus élevé que celui du même trimestre de l'année 2021, s'établissant à 301.720,2 contre 137.995,5 MBIF. Cette aggravation du déficit des transactions courantes a résulté, de la détérioration du déficit des biens (429.933,6 contre 290.037,5 MBIF), liée à la forte hausse des importations et de la détérioration du déficit des services (154.730,4 contre 110.976,2 MBIF). L'excédent des revenus secondaires (272.612,4 contre 255.767,5 MBIF) et des revenus primaires ont, par contre, augmenté (10.331,4 contre 7.250,7 MBIF).

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

	T4-2021	T4-2022
COMPTE COURANT	-137 995,5	-301 720,2
Crédit	496 037,6	512 353,1
Débit	634 033,1	814 073,3
Biens	-290 037,5	-429 933,6
Exportations FOB	161 758,3	169 280,3
Importations FOB	451 795,8	599 213,9
Services	-110 976,2	-154 730,4
Crédit	48 602,3	42 314,7
Débit	159 578,5	197 045,1
Revenus primaires	7 250,7	10 331,4
Crédit	14 191,6	15 227,9
Débit	6 940,9	4 896,5
Revenus secondaires	255 767,5	272 612,4
Crédit	271 485,4	285 530,2
Débit	15 717,9	12 917,8
COMPTE DE CAPITAL	61 194,8	92 631,6
Crédit	61 289,6	92 893,9
Débit	94,8	262,3
<i>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital</i>	<i>-76 800,7</i>	<i>-209 088,6</i>
COMPTE FINANCIER		
<i>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier</i>	<i>-52 997,4</i>	<i>-231 615,6</i>
Investissements directs	-5 274,9	-7 136,8
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	2 059,9
Accroissement net de passifs	5 274,9	9 196,7
Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-23 285,2	-229 330,4
Acquisition nette d'actifs financiers	43 896,0	-29 092,9
Accroissement net de passifs	67 181,2	200 237,5
Avoirs de réserves	-24 437,3	4 851,6
ERREURS ET OMISSIONS	23 803,3	-22 527,0

Source : BRB

La détérioration du déficit des services a résulté, principalement, de la hausse du déficit des services de transport (129.215,7 contre 92.825,4 MBIF), associée à la diminution des recettes nettes reçues au titre des services fournis aux administrations publiques étrangères (7.859,1 contre 17.462,3 MBIF).

L'augmentation de l'excédent des revenus secondaires au quatrième trimestre 2022 est imputable en grande partie à la hausse de 16,8% des transferts courants nets au profit de l'administration publique, qui ont atteint s'établissant à 68.549,0 contre 58.668,9 MBIF. Les transferts privés n'ont augmenté que de 3,5%, se situant à 204.063,4 millions de BIF.

L'excédent du compte capital s'est amélioré, s'établissant à 92. 631,6 contre 61.194,8 MBIF, en rapport avec l'augmentation des encaissements des dons projets (86.127,7 contre 53.433 MBIF).

Les transactions enregistrées dans le compte financier au quatrième trimestre 2022 font ressortir des entrées nettes de capitaux de 231.615,5 contre 52.997,4 MBIF enregistrées à la même période de l'année précédente. Ces entrées nettes ont concerné en grande partie le compte des autres investissements, notamment sous forme de prêts (23.626,7 contre 124.257,2 MBIF), et des crédits commerciaux (242.756,7 contre 37.262,8 MBIF).

Les avoirs de réserves ont augmenté de 4.851,6 MBIF au quatrième trimestre 2022 alors qu'elles avaient diminué de 24.437,3 MBIF.

2.3. Finances et dette publiques

Au quatrième trimestre 2022, le déficit budgétaire (dons inclus) a diminué par rapport à celui du même trimestre de 2021, et s'est établi à 2.663,1 contre 10.067,7 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes que celle des dépenses. Ce déficit a été financé principalement par un endettement extérieur net (2.678,0 MBIF).

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	4 ^{ème} Trim.2021	3 ^{ème} Trim.2022	4 ^{ème} Trim.2022
A. RECETTES ET DONNS	371 602,8	440 721,1	459 092,7
a. Recettes	312 862,4	387 263,3	372 772,0
Recettes courantes	312 862,4	387 263,3	372 772,0
Recettes exceptionnelles	-	-	-
b. Dons	58 740,5	53 457,9	86 320,7
courants	-	-	-
en capital	58 740,5	53 457,9	86 320,7
B. DEPENSES	381 670,5	527 497,6	461 755,7
a. Dépenses courantes	269 714,1	369 954,0	301 749,6
Salaires	120 891,9	129 495,6	144 462,8
b. Dépenses en capital	111 956,4	157 543,6	160 006,1
Sur ressources nationales	33 197,7	96 276,2	62 525,6
Sur prêts et dons extérieurs	78 758,7	61 267,4	97 480,5
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engag	-10 067,7	-86 776,4	-2 663,1
C. FINANCEMENT (Base engagement)	10 067,7	86 776,4	2 663,1
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	170 275,0	1 334,3	2 678,0
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	-209 343,3	325 410,0	-28 108,7
D. ERREURS ET OMISSIONS	49 136,0	-239 967,9	28 093,7

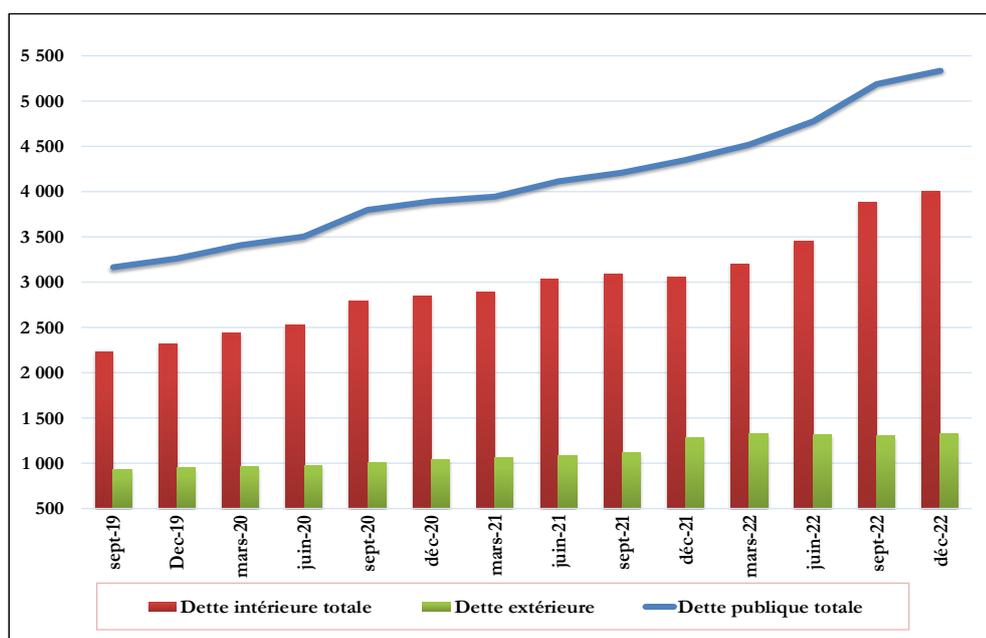
Source : MFBPE

Les recettes courantes se sont accrues de 19,1% au quatrième trimestre 2022 par rapport à la même période de 2021, s'établissant à 372.772,0 contre 312.862,4 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, les recettes courantes ont diminué de 3,7%. Les dons en capital ont progressé de 47,0% par rapport au trimestre correspondant de 2021, s'établissant à 86.320,7 contre 58.740,5 MBIF. Comparés au trimestre précédent, ils ont augmenté de 61,5%.

Les dépenses totales se sont accrues de 21,0% au quatrième trimestre 2022, se fixant à 461.755,7 contre 381.670,5 MBIF à la même période de l'année précédente, suite à l'augmentation des dépenses en capital (+48.049,7 MBIF) et des dépenses courantes (+32.035,5 MBIF). Par rapport au trimestre précédent, elles ont diminué de 12,5% en liaison avec la régression des dépenses courantes (-18,4%), les dépenses en capital ayant augmenté (1,6%).

La dette publique totale s'est accrue de 22,6% à fin décembre 2022, atteignant 5.338,8 Mds de BIF contre 4.353,3 à fin décembre 2021. Cette augmentation a porté aussi bien sur la dette intérieure (30,7%) que sur la dette extérieure (3,4%). Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 57,9 contre 56,7% à la même période de l'année précédente.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique



Source: BRB, à partir des données du MFBPE

La dette intérieure affiche une proportion importante (75,0% de la dette publique totale) et s'élève à 4.004,6 Mds de BIF à fin décembre 2022. Elle est essentiellement composée des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale.

Quant à la dette extérieure, elle a atteint 1.334,2 milliards de BIF contre 1.290,1 milliards l'année précédente, en liaison avec les tirages (72.729,8 MBIF) et les plus-values de réévaluation (2.127,9 MBIF), qui l'emportent sur l'amortissement de la dette (30.783,4 MBIF).

2.4. Secteur monétaire

Au cours du quatrième trimestre 2022, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues suite à l'augmentation des avoirs intérieurs nets, les avoirs extérieurs nets ayant diminué. Les taux du marché monétaire ont globalement baissé, en liaison avec l'amélioration de la liquidité des banques commerciales.

2.4.1. Politique monétaire

Au quatrième trimestre 2022, la politique monétaire a été conduite dans un contexte d'amélioration significative de la liquidité des banques commerciales combinée à une hausse de l'inflation. De ce fait, la BRB a pris une série de mesures de politique monétaire et de change visant à réduire la liquidité bancaire dans l'objectif de se préparer aux réformes envisagées sur le marché monétaire et change. Ces mesures consistaient sur la :

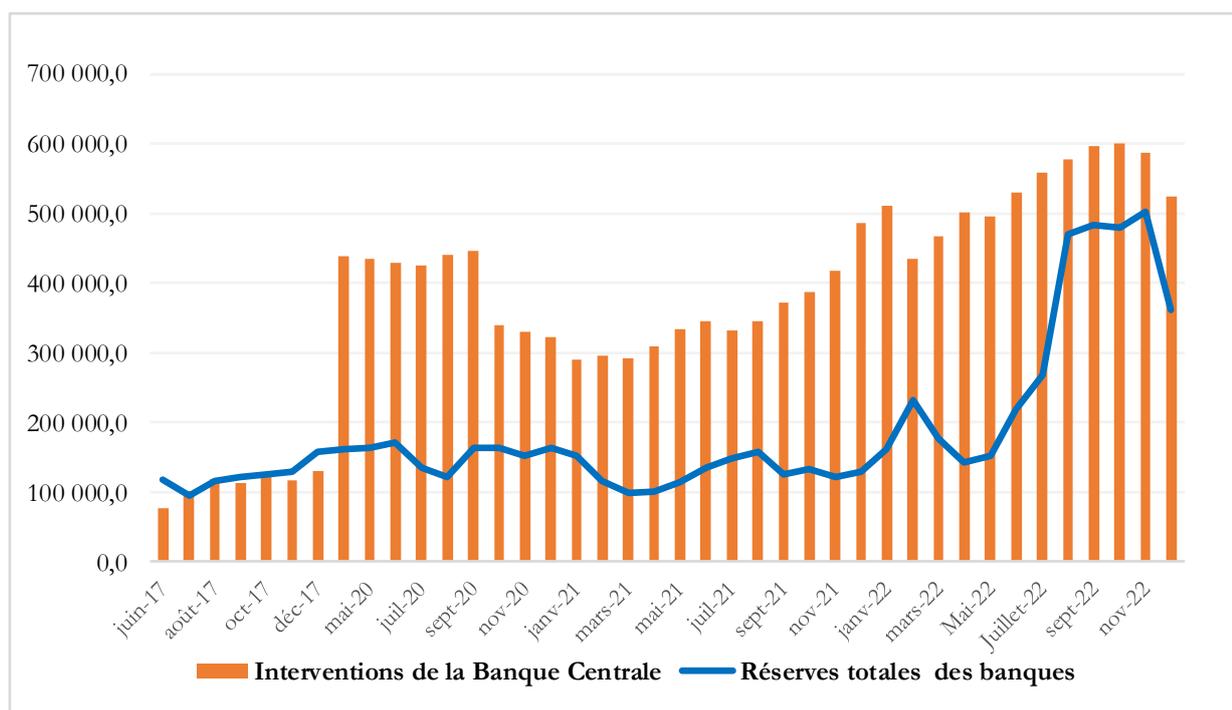
- i) Levée des restrictions sur les transferts instantanés ;
- ii) Suppression de la mesure de retrait d'agrément des bureaux de change ;
- iii) Suppression de toutes les marges de change multiples appliquées sur les opérations de changes; en les remplaçant par une marge unique de 2% à partir du taux de change officiel publié par la BRB ;
- iv) Suspension du refinancement spécial des secteurs porteurs de la croissance à l'exception du secteur agro-pastoral ;
- v) Limitation des retraits et versements en cash pour réduire la manipulation du cash ;
- vi) Autorisation des bureaux de change agréés pour fixer librement les taux de change tout en appliquant une marge ne dépassant pas 2%.

2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques se sont accrues au quatrième 2022, atteignant 448.056 MBIF alors qu'elles étaient de 407.424 MBIF au trimestre précédent et de 127.871 MBIF au même trimestre de 2021.

Dans le cadre du refinancement des secteurs porteurs de croissance, l'encours du refinancement a diminué, se fixant à 519.475 MBIF contre 592.038 MBIF au trimestre précédent et 354.516 MBIF au même trimestre de l'année précédente. Au cours du quatrième 2022, il n'y a pas eu d'apport de liquidité à 7 jours suite à l'amélioration de la liquidité bancaire.

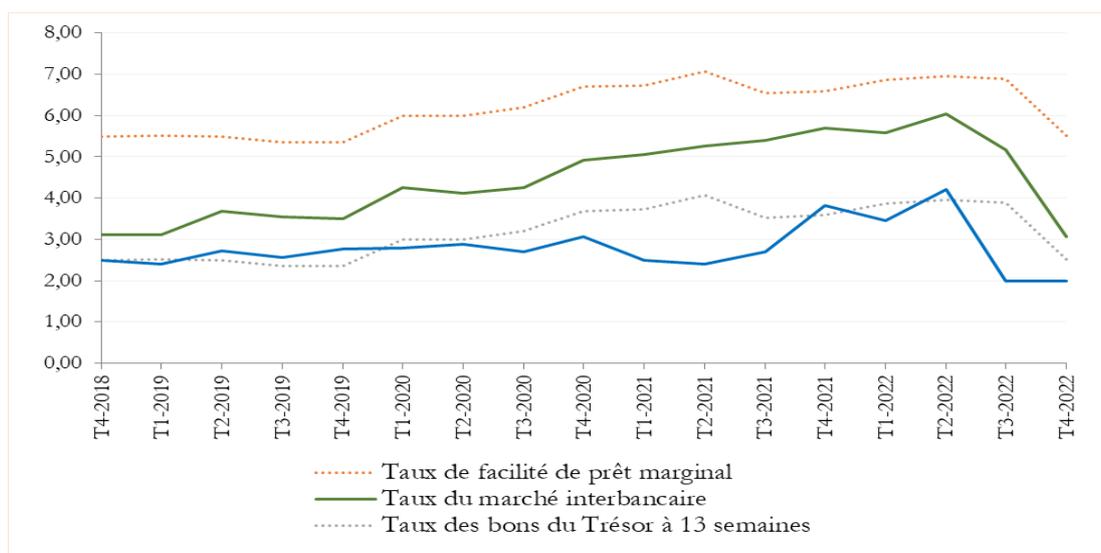
Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêts du marché monétaire ont diminué sous l'effet de l'augmentation des réserves des banques. En effet, le taux moyen du marché interbancaire a fléchi à 3,07 contre 5,17% et le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est établi à 5,51 contre 6,88%, suite à la baisse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé, soit 2,51 contre 3,88%. Par contre, celui sur les opérations d'apport de liquidité n'a pas varié d'un trimestre à l'autre (2%), les apports de liquidité ayant été constitués uniquement par le refinancement dédié aux secteurs porteurs de croissance au cours de ces deux périodes, au moment où il était de 3,82% à la même période de l'année précédente.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

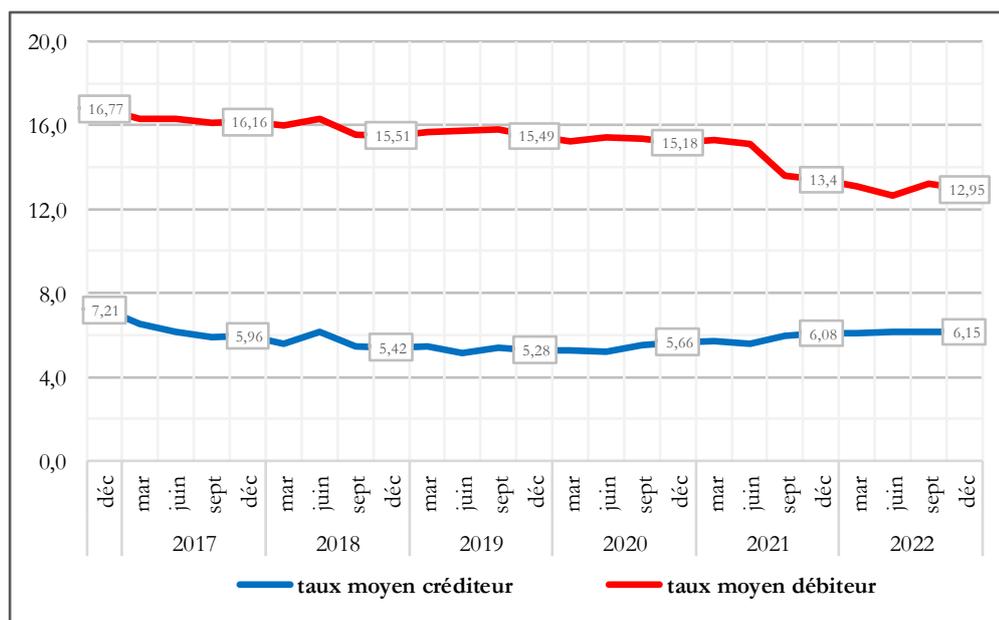


Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen sur l'encours des crédits a diminué, s'établissant à 12,95% à fin décembre 2022, après 13,21% enregistré à fin septembre 2022 et 13,40% à fin décembre 2021. Le taux des crédits de court terme a diminué à 13,78 contre 14,55% au trimestre précédent et 14,39% au même trimestre de 2021. Le taux de long terme, soit 11,68%, a augmenté de 0,32 points de pourcentage tandis qu'il a diminué de 0,69 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. S'agissant du taux d'intérêts débiteur à moyen terme (12,81%), il a augmenté de 0,34 points de pourcentage d'une fin de trimestre à l'autre et de 0,24 points de pourcentage par rapport à l'année précédent.

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du quatrième trimestre 2022 a diminué tant en comparaison trimestriel qu'en comparaison annuel (11,19 contre 12,06 et 12,42% respectivement).

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen s'est quasiment stabilisé à 6,15% à fin décembre 2021 par rapport à celui de fin du trimestre précédent (6,14%) tandis qu'il a augmenté par rapport à celui de fin de l'année précédente (6,08%).

Le taux de rémunérations des dépôts à vue est en hausse à 4,12% à fin décembre 2022, contre 4,01% au trimestre précédent et 3,20% en glissement annuel. Il en est de même pour le taux sur les dépôts à terme qui s'est fixé à 6,41 contre 6,28% et 6,32% en glissement annuel. Le taux de rémunération des comptes sur livrets a augmenté en glissement annuel (4,98 contre 4,87%) alors qu'il était de 5,14% au trimestre précédent.

2.4.3. Base monétaire

En glissement trimestriel, la base monétaire a diminué de 13,4% à fin décembre 2022, s'établissant à 1.138,0 contre 1.314,6 Mds de BIF à fin septembre 2022. Cette baisse a porté sur les dépôts des autres institutions de dépôts (-35,7%) et les dépôts des autres sociétés financières (-39,3%). Toutefois, les billets et pièces en circulation et les dépôts divers ont augmenté de 5,8% et de 18,4% respectivement.

Du côté des contreparties de la base monétaire, les avoirs intérieurs nets ont diminué de 11,3% tandis que les avoirs extérieurs nets sont restés stables de septembre à décembre 2022. La contraction des avoirs intérieurs nets est induite par une diminution de 11,5% des créances nettes de la BRB sur l'Etat, qui sont passées de 779,4 à 689,6 Mds de BIF.

Tableau 11 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	déc.-21	sept.-22	déc.-22	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	567 563,8	637 223,8	674 447,9	5,8	18,8
Dépôts des autres institutions de dépôts	166 819,3	605 177,4	389 336,4	-35,7	133,4
Dépôts des autres sociétés financières	1729,1	19632,3	11924,7	-39,3	589,6
Dépôts divers	51 527,3	52 615,5	62 309,4	18,4	20,9
Base monétaire = Contreparties	787 639,5	1 314 649,0	1 138 018,4	-13,4	44,5
Avoirs extérieurs nets	-141348,1	-252190,4	-252046,9	0,1	-78,3
Avoirs intérieurs nets	928 987,6	1 566 839,4	1 390 065,3	-11,3	49,6
- Créances nettes sur l'Adm. Centrale	152 245,7	779 486,0	689 619,0	-11,5	353,0
-Autres postes nets	776 741,9	787 353,4	700 446,3	-11,0	-9,8

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 44,5% à fin décembre 2022, en liaison principalement avec l'accroissement des billets et pièces en circulation (+18,8%) et de celui des dépôts des autres institutions de dépôts (+133,4%).

S'agissant des contreparties, l'augmentation annuelle de la base monétaire a résulté de l'accroissement des avoirs intérieurs nets (+49,6%) partiellement contrebalancé par la baisse des avoirs extérieurs nets (-78,3%). Ces contreparties ont contribué à la croissance de la base monétaire à concurrence de 58,5 points de pourcentages pour les avoirs intérieurs nets et de -14,1 points de pourcentage pour les avoirs extérieurs nets.

Tableau 12 : Origine de la variation de la base monétaire à fin décembre 2022

	Trimestrielle	annuelle
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	0,0	-14,1
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	-13,4	58,5
dont: -Créances nettes sur l'Adm. Centrale	-6,8	68,2
-Autres postes nets	-6,6	-9,7
Base monétaire	-13,4	44,5

Source : BRB

2.4.4. Masse monétaire et contreparties

En glissement trimestriel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 6,2% à fin décembre 2022, s'établissant à 4.372,1 contre 4.117,0 Mds de BIF. Cette hausse a porté sur toutes ses composantes, à savoir : les dépôts à vue en BIF (5,8%), les dépôts à terme et d'épargne (6,4%), la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (6,6%), et les dépôts en devises des résidents (7,7%).

Au niveau de ses contreparties, l'augmentation de M3 est liée à la hausse des avoirs intérieurs nets (5,1%) et des avoirs extérieurs nets (3,0%). L'augmentation des avoirs intérieurs nets est imputable à la hausse des créances sur l'économie (4,0%) et les autres postes nets (10,5%) tandis que les créances nettes sur l'Etat ont diminué (-0,2%).

Les avoirs intérieurs nets ont contribué à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 5,8 points de pourcentages dont 3,1 points des créances nettes sur l'administration centrale et 2,7 points des autres postes nets. La contribution des avoirs extérieurs nettes à la croissance de M3 est de 0,4 points de pourcentage.

Tableau 13 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

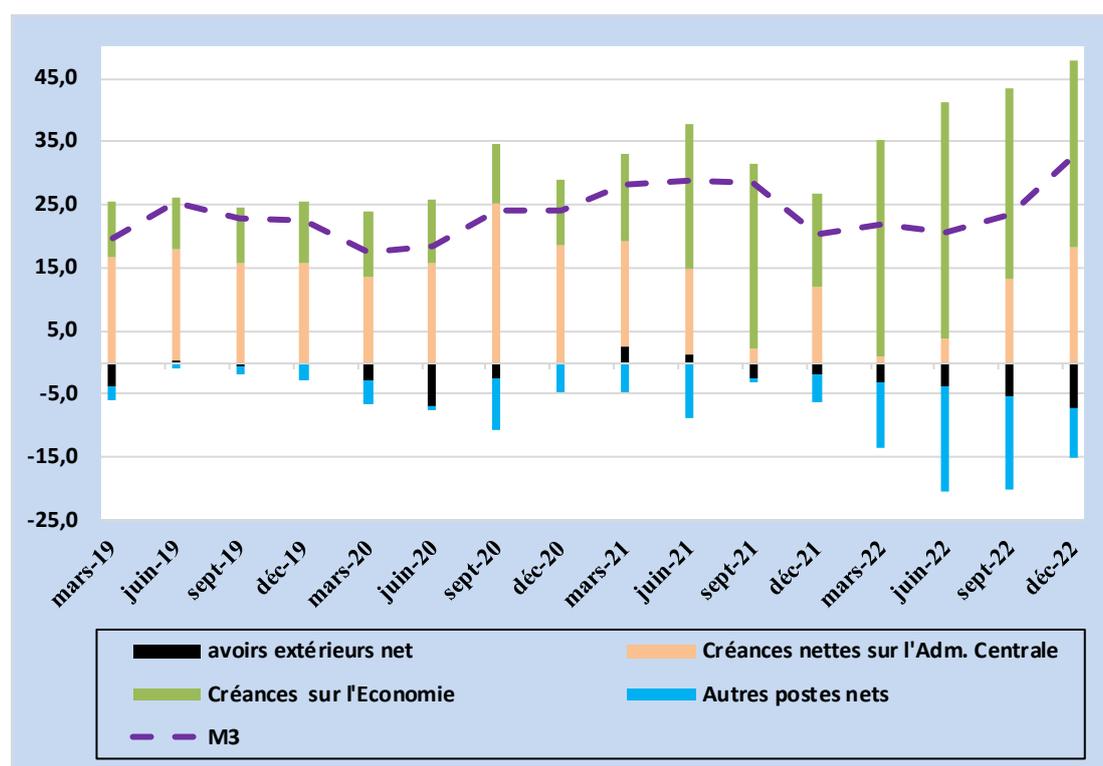
	déc-21	sept-22	déc-22	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Circulation fiduciaire hors institutions de dépôt	478 831,7	524 631,0	559 301,2	6,6	16,8
Dépôts à vue	1 572 392,2	2 193 476,5	2 320 551,3	5,8	47,6
Dépôts à terme et d'épargne	987 235,6	1 120 177,5	1 192 025,1	6,4	20,7
Dépôts en devises des résidents	254 710,7	278 709,8	300 211,5	7,7	17,9
Masse monétaire (M3)= Contreparties	3 293 170,2	4 116 994,8	4 372 089,1	6,2	32,8
AEN	-322 390,5	-578 963,8	-561 569,0	3,0	-74,2
AIN	3 615 560,7	4 695 958,6	4 933 658,1	5,1	36,5
-Crédit intérieur	4 311 478,2	5 766 797,1	5 891 637,4	2,2	36,7
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	1 930 722,3	2 539 081,1	2 534 710,9	-0,2	31,3
Créances sur l'économie	2 380 755,9	3 227 716,0	3 356 926,5	4,0	41,0
-Autres postes nets	-695 917,5	-1 070 838,5	-957 979,3	10,5	-37,7

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 32,8%. Cet accroissement a porté sur l'augmentation des dépôts à vue (+47,6%), des dépôts à terme et d'épargne (+20,7%), des avoirs en devises des résidents (+17,9%) et de la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (+16,8%).

S'agissant des contreparties, l'expansion de M3 trouve son origine dans la croissance des avoirs intérieurs nets (+36,5%) qui ont contribué positivement à hauteur de 40,0 points de pourcentage. A l'inverse, les avoirs extérieurs nets ont baissé (-74,2%) et ont exercé un effet restrictif limitant l'expansion de la masse monétaire à hauteur de 7,3 points de pourcentage.

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire par ses contreparties



Source : BRB

L'augmentation des avoirs intérieurs nets est principalement tirée par l'accroissement des créances sur l'économie (+41,0%), à la suite des refinancements des secteurs porteurs de croissance économique. Parallèlement, les créances nettes sur l'Etat ont augmenté de 31,3% et les autres postes nets ont diminué de 37,7%.

2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

Les avoirs extérieurs du secteur bancaire ont diminué à fin du quatrième trimestre 2022 tant en glissement trimestriel (-10,1%) qu'en glissement annuel (-23,0%).

Tableau 14 : Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période				variation (%)	
	sept-21	déc-21	sept-22	déc-22	trimestrielle	annuelle
BRB	310,9	295,7	206,4	207,4	0,5	-29,9
Dont: Réserves officielles	282,0	266,6	176,8	176,2	-0,3	-33,9
Banques commerciales	87,8	92,4	125,8	91,2	-27,5	-1,2
Total	398,7	388,1	332,2	298,6	-10,1	-23,0

Source : BRB

Les réserves officielles ont diminué de 33,9% par rapport à la fin du trimestre correspondant de 2021 tandis qu'elles se sont quasiment stabilisées en glissement trimestriel, s'établissant à 176,2 à fin

décembre 2022 contre 266,6 MUSD à fin décembre 2021. En termes de mois d'importation de biens et services, ces réserves couvriraient 1,8 mois à fin décembre 2022, de loin inférieur à la norme de 4,5 mois d'importations de biens et services fixée dans les critères de convergence des pays de la CEA.

Les avoirs extérieurs des banques commerciales ont également diminué tant en glissement trimestriel (-27,5%) qu'en glissement annuel (-1,2%). Ils se sont élevés à 91,2 MUSD à fin décembre 2022 contre 125,8 MUSD à fin septembre 2022 et 92,4 MUSD à fin décembre de l'année précédente.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

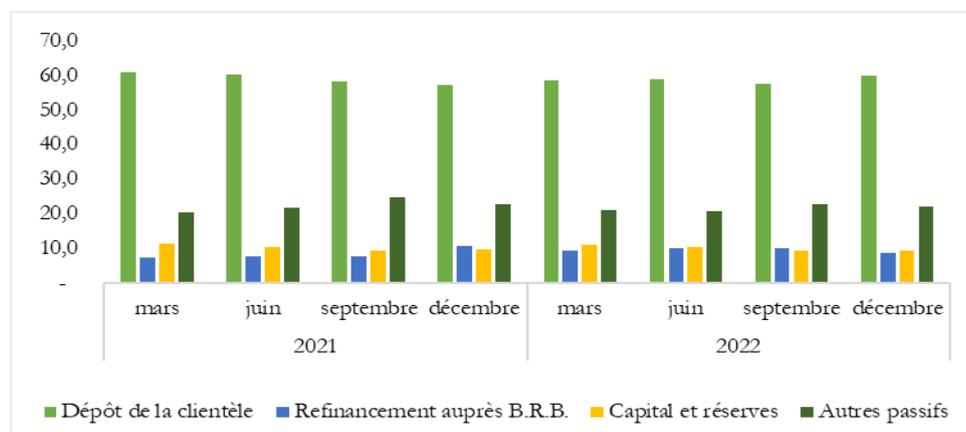
Au quatrième trimestre de 2022, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 30,7% en glissement annuel et de 4,1% en glissement trimestriel. Cette amélioration a été principalement tirée par la hausse des crédits à l'économie (42,8%) au niveau de l'actif et par un accroissement des dépôts de la clientèle (37,5%) au niveau du passif. Toutefois, les ratios de solvabilité et ceux de rentabilité ont reculé.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 37,5% à la fin du quatrième trimestre de 2022, s'établissant à 3.874,8 contre 2.817,7 Mds de BIF au trimestre correspondant en 2021. Ils ont augmenté de 8,4% en glissement trimestriel. Les refinancements des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale se sont accrus de 5,0%, atteignant 557,3 contre 530,8 Mds de BIF au même mois de l'année précédente. D'un trimestre à l'autre, ces refinancements ont reculé de 10,9%, suite à la suspension du refinancement de certains secteurs porteurs de croissance.

Graphique 11 : Répartition des ressources (% du total)

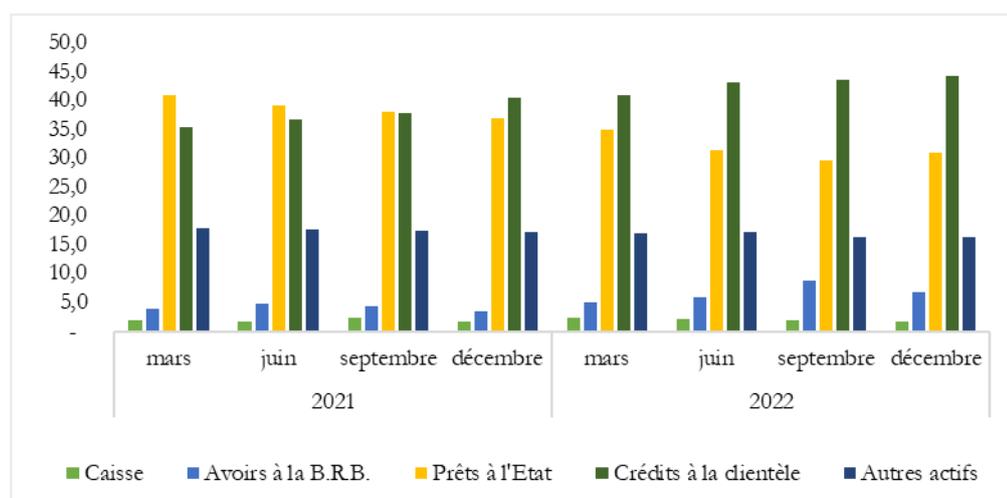


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les prêts à l'économie se sont accrus de 42,8% en glissement annuel, s'établissant à 2.850,1 Mds de BIF au quatrième trimestre de 2022 contre 1.995,9 Mds de BIF au quatrième trimestre de 2021. Sur une base trimestrielle, ils ont augmenté de 5,8%. L'encours des titres du Trésor a augmenté de 9,8%, passant de 1.818,7 Mds de BIF au quatrième trimestre de 2021 à 1.996,5 Mds de BIF au quatrième trimestre de 2022. Par rapport au trimestre précédent, ils ont augmenté de 8,9%.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



Source : BRB

2.5.2. Stabilité Financière

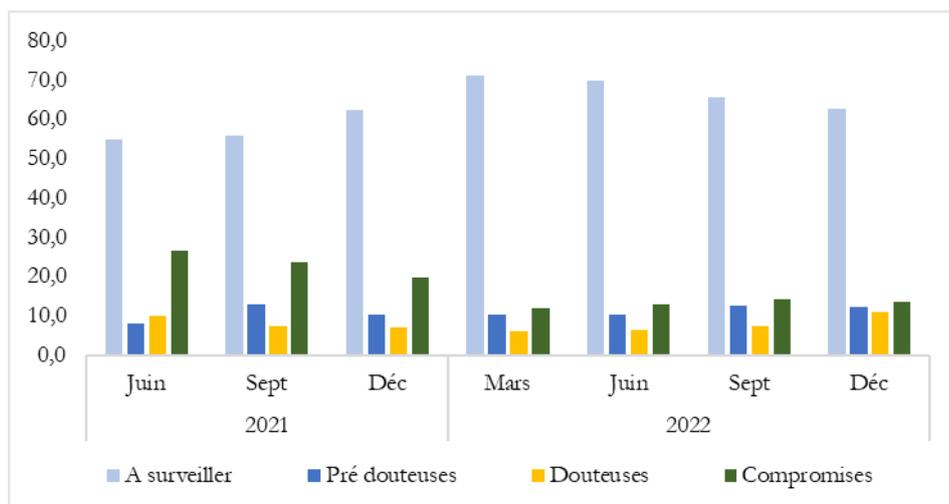
2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées² ont augmenté de 14,9% en glissement annuel et 3,0% en glissement trimestriel. Elles se sont établies à 209.169,3 MBIF au quatrième trimestre de 2022 contre 182.025,1 MBIF au quatrième trimestre de 2021. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a légèrement reculé de 0,4 points de pourcentage sur une base annuelle, pour s'établir à 37,1% contre 37,5% des créances impayées. Elle a augmenté de 3,0 points de pourcentage d'un trimestre à l'autre.

Les créances à surveiller restent élevés, reflétant le faible niveau des recouvrements sur des prêts octroyés. La part des créances à surveiller s'est établie à 62,9% du total des prêts impayés à fin décembre 2022 contre 62,5% à fin décembre 2021.

²Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.

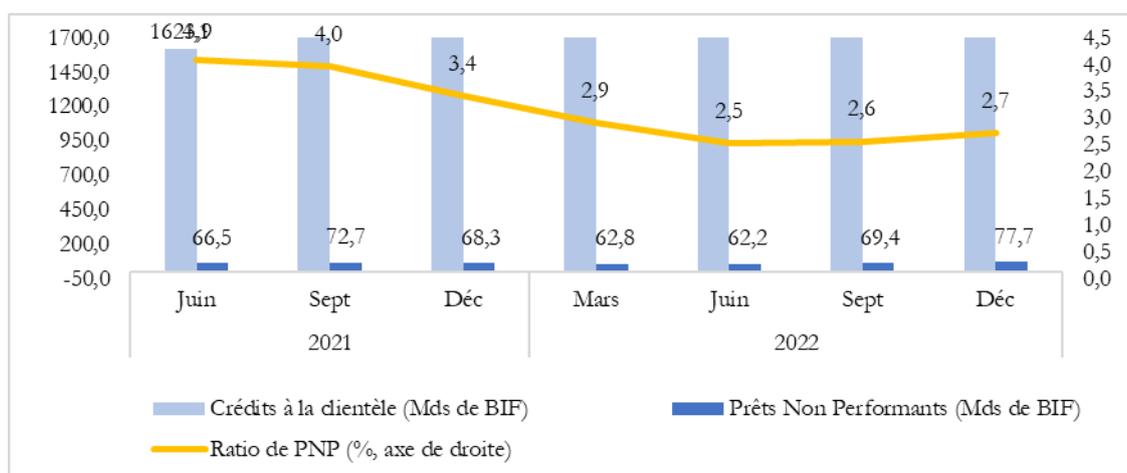
Graphique 13 : Créances impayées par classe (% du total)



Source : BRB

La qualité du portefeuille crédits s'est améliorée au quatrième trimestre de 2022. Le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est établi à 2,7% à fin décembre 2022, contre 3,4% à fin décembre 2021.

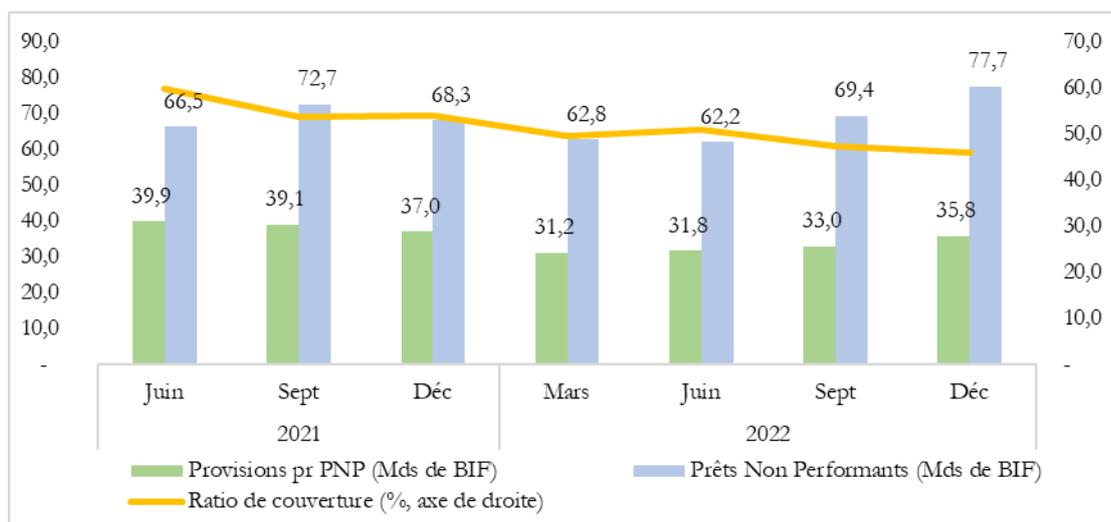
Graphique 14 : Ratio des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions s'est établi à 46,0% à fin décembre 2022, par rapport à celui de fin décembre 2021 (54,2%) et de fin du trimestre précédent (47,5%). Cette diminution est liée à la radiation des encours de crédits demeurés non performants pendant une période supérieure ou égale à 24 mois.

Graphique 15 : Provisions et taux de couverture (en %)

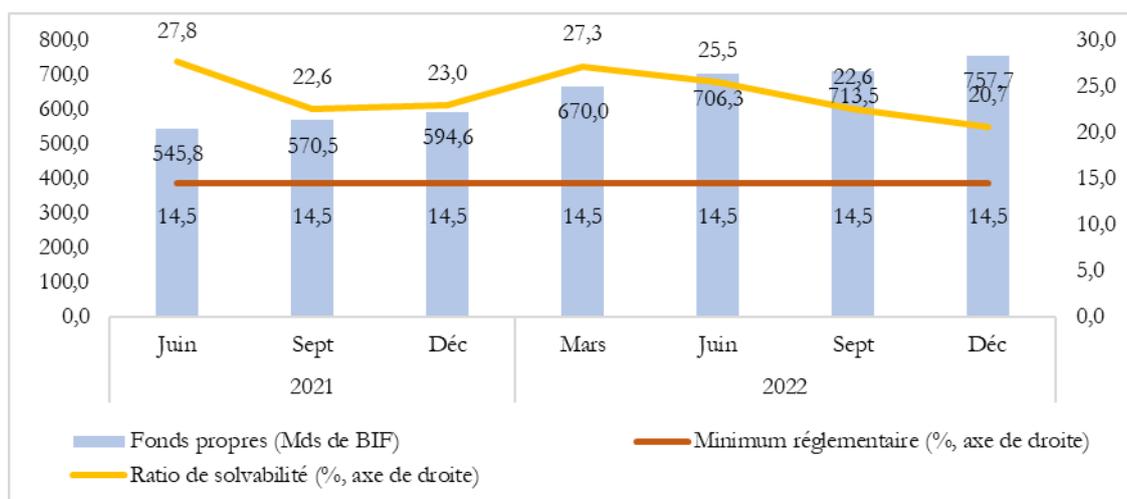


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 27,4% en glissement annuel et de 6,2% sur une base trimestrielle. Ils ont atteint 757,7 Mds de BIF à fin décembre 2022 contre 594,6 Mds de BIF à fin décembre 2021 et 713,4 Mds de BIF au trimestre précédent. En glissement annuel, le ratio de solvabilité globale a reculé, à 20,7% à fin décembre 2022, après 23,0% enregistré à fin décembre 2021, mais demeure au-delà du minimum réglementaire de 14,5%.

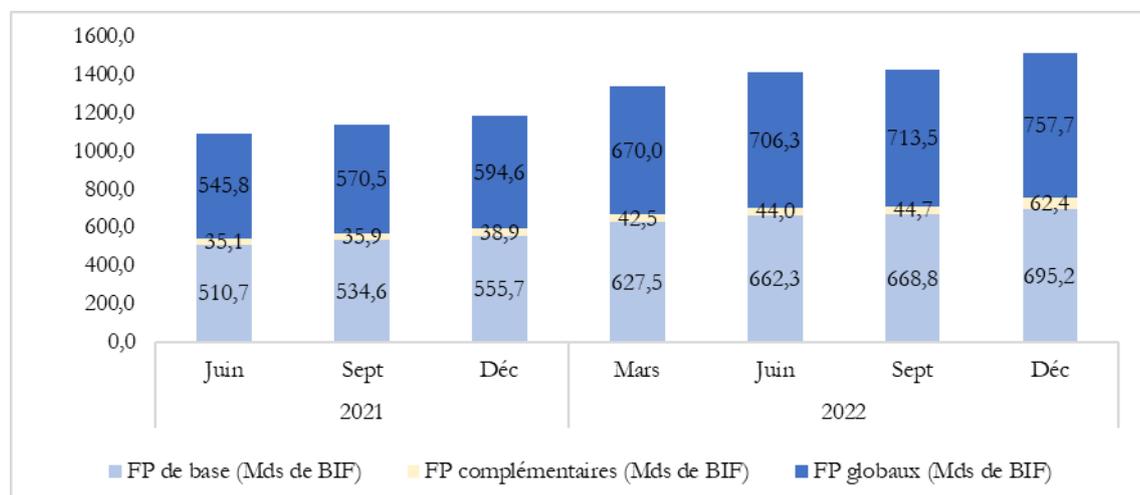
Graphique 16 : Fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

Les fonds propres de base ont augmenté de 25,1% sur une base annuelle, se fixant à 695,2 Mds de BIF à fin du quatrième trimestre de 2022 contre 555,7 Mds de BIF au trimestre correspondant en 2021. Ils ont augmenté de 4,0% par rapport au trimestre précédent.

Graphique 17 : Structure des fonds propres (Mds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 22,9%, se fixant à 406.808,7 MBIF au quatrième trimestre de 2022 contre 331.106,3 MBIF au quatrième trimestre de 2021. En revanche, le résultat net a légèrement baissé de 1,6%, se fixant à 163.953,4 MBIF à fin décembre 2022 contre 166.615,3 MBIF à fin décembre 2021. Les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont diminué, s'établissant respectivement à 2,5 et 21,6% à fin décembre 2022 contre 3,4 et 28,0% à fin décembre 2021.

CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Au quatrième trimestre 2022, l'activité économique a ralenti dans les principaux pays de l'OCDE, notamment, aux Etats Unis d'Amérique et la Zone euro. Ce ralentissement est lié à la baisse de la demande intérieure, due principalement aux conséquences de la guerre russo-ukrainienne, et à la résurgence de la pandémie de covid-19 en Chine.

Les perspectives économiques mondiales du FMI de janvier 2023 sont pessimistes, la croissance mondiale devrait décélérer à 2,9% en 2023 contre 3,4% en 2022. Ce recul de l'activité économique mondiale serait lié aux conséquences de la guerre russo-ukrainienne qui continuent de peser sur l'activité économique et à la résurgence de la COVID-19 en Chine. L'inflation s'est accélérée dans les principaux pays avancés et dans les pays émergents et en développement, suite aux tensions sur les marchés internationaux des matières premières.

Au niveau de la Communauté Est Africaine, la croissance devrait également ralentir à 4,9% en 2022 contre 6,7% en 2021 même si elle resterait supérieure à la moyenne de toute l'Afrique subsaharienne (3,6%). L'inflation s'est accélérée dans les pays de la CEA et a dépassé le critère de convergence macroéconomique de 8,0%, à l'exception de la Tanzanie.

Au Burundi, les prévisions du cadrage macroéconomique montrent que l'activité économique pourrait reprendre en 2023 après le ralentissement en 2022 (3,0 contre 1,8%), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (1,5 contre -1,5%) et secondaire (4,8 contre 2,7%). En moyenne annuelle, l'inflation s'est établie à 18,9% en 2022 contre 8,3% en 2021, en rapport avec la hausse des prix des produits alimentaires (24,7 contre 10,5%) et non alimentaires (12,8 contre 9,2%).

Compte tenu de ces pressions inflationnistes persistantes depuis le début de l'année 2022, la Banque de la République du Burundi a suspendu, depuis décembre 2022, le refinancement spécial de secteurs identifiés comme porteurs de la croissance, à l'exception du secteur agro-pastoral dans l'objectif de limiter la croissance de la masse monétaire pendant cette période inflationniste. Pour la période à venir, les actions de la Banque Centrale consisteront à resserrer la politique monétaire à travers la limitation de ses interventions sur le marché monétaire dans l'objectif de maîtriser l'inflation.

ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	7,4%	2,8%	0,4%	4,7%	-1,5%
-Agriculture vivrière	7,3%	5,0%	0,8%	5,3%	-1,7%
-Agriculture d'exportation	7,4%	-18,4%	18,3%	-14,1%	7,5%
Café	9,0%	-60,0%	94,9%	-61,9%	46,1%
Thé	3,0%	9,0%	-0,1%	1,6%	0,6%
Autres cultures d'exportation	30,6%	-37,8%	40,0%	9,5%	14,0%
- Forêt	4,3%	-2,5%	7,0%	0,4%	2,3%
- Elevage	12,1%	-11,9%	-22,7%	15,1%	-8,0%
- Pêche	3,5%	-2,5%	7,0%	1,9%	2,8%
Secteur secondaire	2,5%	1,1%	11,3%	2,1%	2,7%
- Extraction	3,7%	2,1%	-0,9%	1,2%	-24,7%
- Industries	1,6%	0,5%	5,0%	-0,1%	-0,1%
Industries agroalimentaires	2,5%	0,6%	4,3%	0,5%	2,1%
Industries Manufacturières	-1,6%	0,4%	7,5%	-2,5%	-8,5%
Industries textiles	-4,2%	-8,4%	11,4%	0,6%	-10,2%
Autres industries manufacturières	-1,0%	2,2%	6,8%	-3,1%	-8,2%
-Electricité, gaz et eau	3,9%	-2,5%	-5,8%	11,7%	12,0%
-Construction	4,7%	3,0%	30,4%	6,0%	9,7%
Secteur tertiaire	3,2%	7,2%	-3,4%	2,5%	3,2%
- Commerce	9,0%	3,9%	-5,5%	2,2%	-9,1%
- Transport et communication	4,5%	10,2%	-23,6%	16,9%	0,4%
- Transports	4,0%	9,5%	-23,6%	28,7%	-9,2%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	4,7%	10,4%	-23,6%	12,7%	4,2%
- Banques et Assurances	9,9%	27,7%	-0,4%	20,3%	9,5%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	1,9%	4,6%	-41,6%	6,8%	10,0%
- Administration publique	3,0%	2,8%	4,8%	3,2%	5,0%
- Education	3,0%	3,3%	4,8%	0,5%	3,5%
- Santé et action sociale	3,0%	3,4%	10,0%	6,5%	3,5%
- Activités à caractère collectif ou personnel	29,2%	3,8%	0,4%	-8,1%	6,0%
- Services domestiques	-0,8%	3,8%	0,4%	1,4%	6,5%
- SIFIM	20,2%	3,8%	-7,4%	24,4%	12,0%
PIB aux coûts des facteurs	4,3%	4,7%	0,6%	3,0%	1,6%
Impôts et Taxes	12,9%	3,0%	-1,7%	3,5%	2,7%
PIB aux prix du marché	5,3%	4,5%	0,3%	3,1%	1,8%

Source: MFBPE, Modèle MACMOD-BI

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,8	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,2	8,6	1,8
févr-20	7,6	13,1	2,6
mars-20	7,1	12,1	2,4
avr-20	7,9	12,9	2,9
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,9	3,5
juil-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,4	10,6	2,2
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5
janv-21	6,5	10,4	2,4
févr-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept-21	10,5	13,7	7,1
oct-21	9,9	11,6	8,0
nov-21	8,7	8,3	9,2
déc-21	10,0	9,6	10,5
janv-22	12,3	14,5	10,0
févr-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,9	15,1	10,4
avr-22	16,1	19,4	12,3
mai-22	18,6	23,1	13,6
juin-22	17,5	21,2	13,5
juil-22	19,0	24,6	12,8
août-22	19,6	24,4	14,2
sept-22	20,9	26,6	14,5
oct-22	22,1	29,7	13,7
nov-22	26,8	40,1	12,2
déc-22	26,6	39,4	12,5

Source : BRB

Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
oct-17	60 683,30	16 279,20	76 962,50	124 142,80	-47 180,30
nov-17	65 298,00	8 264,80	73 562,80	79 101,30	-5 538,40
déc-17	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
janv-18	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
févr-18	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
mars-18	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
avr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
mai-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,20	20 730,01
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 563,17	102 165,58	114 803,17	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	22 169,26	126 531,06	121 435,57	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	23 282,14	128 431,66	130 554,89	-2 123,23
juil-20	80 468,49	31 237,30	111 705,79	131 731,09	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	284 634,07	-161 116,42
févr-22	89 754,43	25 523,38	115 277,80	156 139,84	-40 862,04
mars-22	153 425,11	30 916,34	184 341,45	136 841,94	47 499,52
avr-22	107 405,70	19 934,30	127 340,00	198 612,66	-71 272,66
mai-22	100 130,96	25 232,66	125 363,62	146 067,93	-20 704,31
juin-22	155 595,91	67 110,36	222 706,27	344 003,99	-121 297,73
juil-22	121 089,91	16 263,36	137 353,27	182 726,97	-45 373,70
août-22	129 752,42	12 383,16	142 135,59	186 380,48	-44 244,89
sept-22	136 420,92	24 811,36	161 232,28	158 390,14	2 842,14
oct-22	136 166,72	12 110,99	148 277,70	131 079,93	17 197,77
nov-22	99 430,03	47 985,68	147 415,72	174 450,98	-27 035,27
déc-22	137 175,25	26 224,00	163 399,25	156 224,81	7 174,44

Source : BRB

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
déc-19	746 479,4	1 497 527,9	70 919,8	2 314 927,1	948 429,4	3 263 356,5
janv-20	746 479,3	1 570 840,3	120 847,6	2 438 167,2	958 542,6	3 396 709,8
févr-20	743 876,9	1 549 397,3	121 652,4	2 414 926,6	959 618,2	3 374 544,8
mars-20	738 672,0	1 583 158,2	123 953,4	2 445 783,6	965 074,8	3 410 858,4
avr-20	736 069,6	1 569 310,4	120 741,5	2 426 121,5	964 645,1	3 390 766,6
mai-20	737 921,8	1 621 691,9	113 556,4	2 473 170,1	968 472,6	3 441 642,7
juin-20	736 222,2	1 673 338,5	114 730,7	2 524 291,4	979 309,0	3 503 600,4
juil-20	737 624,5	1 709 342,7	119 194,8	2 566 162,0	990 603,8	3 556 765,8
août-20	751 455,5	1 727 229,2	112 094,3	2 590 779,0	1 003 743,4	3 594 522,4
sept-20	901 482,7	1 744 967,4	144 592,9	2 791 043,0	1 009 039,5	3 800 082,5
oct-20	901 974,9	1 763 000,2	141 644,5	2 806 619,6	1 022 885,7	3 829 505,4
nov-20	899 449,4	1 779 700,1	144 982,9	2 824 132,4	1 033 676,2	3 857 808,6
déc-20	894 667,8	1 816 692,6	138 993,1	2 850 353,5	1 046 573,0	3 896 926,5
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 052 326,0	3 922 646,3
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 055 705,7	3 983 825,3
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 057 321,9	3 946 638,4
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 061 414,4	3 984 880,1
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 072 236,6	4 016 866,2
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 079 747,9	4 120 106,1
juil-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 074 426,0	4 161 228,2
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 105 089,2	4 211 290,0
sept-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 118 819,8	4 211 955,4
oct-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 279 409,1	4 376 974,4
nov-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 283 741,0	4 375 000,7
déc-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 290 078,5	4 353 279,5
janv-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 297 169,0	4 515 262,4
févr-22	1 075 694,8	2 046 154,0	109 791,1	3 231 639,9	1 327 325,3	4 558 965,2
mars-22	1 051 289,6	2 040 766,5	105 602,1	3 197 658,2	1 324 238,3	4 521 896,5
avr-22	1 051 289,6	2 033 104,8	109 690,5	3 194 084,9	1 319 916,4	4 514 001,3
mai-22	1 051 289,6	2 006 370,8	102 563,2	3 160 223,6	1 308 324,7	4 468 548,3
juin-22	1 389 125,3	1 977 691,7	91 398,8	3 458 215,8	1 317 597,4	4 775 813,2
juil-22	1 720 207,2	1 964 617,7	98 742,6	3 783 567,5	1 308 525,4	5 092 092,9
août-22	1 705 644,1	1 970 857,1	92 099,3	3 768 600,5	1 312 419,6	5 081 020,1
sept-22	1 770 710,6	2 030 569,9	87 222,5	3 888 503,0	1 304 967,0	5 193 470,0
oct-22	1 715 463,7	2 042 557,0	86 597,0	3 844 617,7	1 301 680,1	5 146 297,8
nov-22	1 728 928,5	2 086 731,7	86 844,9	3 902 505,1	1 313 439,9	5 215 945,0
déc-22	1 731 217,0	2 185 496,9	87 922,1	4 004 636,0	1 334 152,7	5 338 788,7

Source : BRB

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
avr-20	161 386	439 302
mai-20	162 923	434 219
juin-20	171 658	429 154
juil-20	134 709	424 606
août-20	120 569	440 119
sept-20	164 248	446 366
oct-20	164 054	339 258
nov-20	151 140	330 083
déc-20	162 574	322 720
janv-21	151 967	289 339
févr-21	114 955	295 983
mars-21	98 996	291 565
avr-21	100 840	309 092
mai-21	114 239	333 837
juin-21	134 515	344 713
juil-21	148 433	331 211
août-21	158 500	345 544
sept-21	124 443	372 132
oct-21	132 806	388 070
nov-21	121 764	418 070
déc-21	129 044	485 559
janv-22	160 574	510 364
févr-22	232 936	434 483
mars-22	176 759	467 012
Avril-22	142 012	502 216
Mai-22	151 788	495 567
Juin-22	218 855	529 976
Juillet-22	268 470	558 653
Août-22	471 098	577 467
sept-22	482 703	596 238
oct-22	479 620	601 490
nov-22	502 335	588 164
déc-22	362 212	523 859

Source : BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
déc-20	5,06	6,87	3,93	3,86
janv-21	5,13	6,77	2,87	3,81
févr-21	5,17	6,59	2,40	3,78
mars-21	4,85	6,79	2,23	3,78
avr-21	5,16	7,12	2,24	4,12
mai-21	5,32	7,04	2,46	4,04
juin-21	5,31	7,06	2,53	4,06
juil-21	5,16	6,96	2,50	3,96
août-22	5,48	6,30	2,60	3,30
sept-21	5,56	6,33	2,99	3,33
oct-21	5,45	6,46	4,16	3,46
nov-21	5,87	6,43	4,36	3,43
déc-21	5,78	6,88	2,93	3,88
janv-22	5,30	6,95	3,20	3,95
févr-22	5,73	6,92	3,28	3,92
mars-22	5,71	6,85	3,91	3,85
Avril-22	6,03	6,94	3,68	3,94
Mai-22	5,96	6,96	4,45	3,96
Juin-22	6,11	6,95	4,46	3,95
Juillet-22	6,21	6,95	2,00	3,95
Août-22	5,64	6,95	2,00	3,95
22-sept	3,66	6,73	2,00	3,73
oct-22	3,50	5,93	2,00	2,93
nov-22	3,15	5,61	2,00	2,61
déc-22	2,52	5,00	2,00	2,00

Source : BRB

Annexe 7 : Principaux indicateurs du secteur bancaire (en %)

	31/12/2021	31/12/2022	Variation en %
I. EMPLOIS	4 933 645,5	6 447 758,9	30,7
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	4 216 147,3	5 518 037,1	30,9
A. Actifs Liquides	2 220 253,0	2 667 918,2	20,2
Caisse	88 833,1	114 966,0	29,4
B.R.B.	176 351,2	439 307,6	149,1
Avoirs auprès des banques et assimilés	136 371,8	117 099,7	- 14,1
Prêts à l'Etat	1 818 696,8	1 996 544,9	9,8
Bons,Obligations du Trésor	1 712 767,6	1 885 525,9	10,1
Autres Titres	105 929,2	111 019,0	4,8
B. Crédits	1 995 894,4	2 850 118,9	42,8
Court terme	875 539,6	1 200 455,3	37,1
Moyen terme	539 851,5	670 916,8	24,3
Long terme	580 503,3	978 746,7	68,6
Crédits bail	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	209 626,1	319 121,6	52,2
I.3. Autres emplois	507 872,1	610 600,2	20,2
II. RESSOURCES	4 933 645,5	6 447 758,9	30,7
II.1. Principales ressources	3 777 383,8	5 003 183,8	32,5
Clientèle	2 817 693,1	3 874 758,6	37,5
dont 10 grands dépôts des banques	1 208 518,6	1 765 094,0	46,1
Refinancement auprès B.R.B.	530 833,2	557 316,7	5,0
Dettes envers banques et assimilés	428 857,4	571 108,5	33,2
II.2. Capital et réserves	469 361,2	596 850,4	27,2
II.3. Autres ressources	686 900,5	847 724,6	23,4
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE			
Adéquation des fonds propres			
Fonds propres de base nets (en MBIF)	555 740,7	695 232,9	25,1
Fonds propres (en MBIF)	594 578,7	757 657,1	27,4
Risques pondérés	2 584 377,1	3 659 032,4	41,6
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	21,5	19,0	
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23,0	20,7	
Ratio de levier (norme 5%)	11,3	10,8	
Concentration du portefeuille crédits			
Grands risques	759 099,7	1 207 429,7	59,1
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	38,0	42,4	-
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	40,5	44,2	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	36,9	31,0	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	327,3	287,2	-
Qualité du portefeuille crédits			
Impayés	182 025,1	209 168,3	14,9
Créances à surveiller	113 729,0	131 464,1	15,6
Créances Non performantes	68 296,2	77 704,2	13,8
Créances pré douteuses	19 010,5	26 087,2	37,2
Créances douteuses	13 035,4	23 049,3	76,8
Créances compromises	36 250,3	28 567,6	- 21,2
Dépréciations	36 988,5	35 778,7	- 3,3
Taux des prêts non performants	3,4	2,7	-
Taux d'impayés	9,1	7,3	-
Taux de provisionnement	54,2	46,0	-
Liquidité			
Coefficient de liquidité en BIF	192,8	169,2	-
Coefficient de liquidité en devises	135,5	161,5	-
Total crédits/total dépôts (en %)	70,8	73,6	-
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	101,0	94,3	-
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	42,9	45,6	-
Rentabilité et performance			
Résultat avant impôt	176 347,1	191 741,3	8,7
Résultat net de l'exercice	166 615,3	163 953,4	- 1,6
Produit Net Bancaire	331 106,3	406 808,4	22,9
ROA	3,4	2,5	
ROE	28,0	21,6	

Source : BRB